48716

NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.
LIMITEE

E/CN.14/CAP.3/10
12 mai 1970

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Conférence des planificateurs africains
Troisième session
Addis-Abéba, 20 - 29 mai 1970

LA SITUATION ECONOMIQUE EN AFRIQUE

M70-1020

La situation économique en Afrique

A l'occasion de la troisième Conférence des planificateurs africains, il n'est pas inutile de donner un aperçu de l'évolution de la situation économique dans la région. Le Secrétariat de la CEA publie chaque année une Etude des conditions économiques en Afrique et le texte qui suit, qui paraîtra dans le prochain numéro de cette publication, traite de l'évolution économique récente telle qu'elle se dégage des derniers renseignements disponibles. On s'occupera essentiellement de l'évolution pour la période 1965-1968 qui sera examinée en fonction de la situation qui a caractérisé les années 1960-1965.

Les études antérieures ont montré que le produit réel par habitant dans les pays africains en voie de développement devait s'accroître à un taux annuel de 3 p. 100 au moins si ces pays veulent répondre dans une certaine mesure aux aspirations de leurs populations. Comme le produit réel par habitant pendant la période 1960-1965 s'est accru de moins de 3 p. 100 par an dans 27 des 40 pays africains en voie de développement, et comme les trois quarts de la population vivent dans ces 27 pays, on a estimé que le progrès économique était lent du moins si l'on se fonde sur l'évolution du produit réel par habitant. Toutefois, ce jugement n'enlève rien au fait qu'un petit nombre de pays ont enregistré une croissance assez rapide, le secteur minier connaissant dans la moitié d'entre eux, une expansion plus forte que les secteurs agricole ou manufacturier.

Des estimations préliminaires montrent que dans l'ensemble le rythme de l'expansion économique pendant la période 1965-68, mesuré selon la répartition par pays des taux de croissance réels du PIB par habitant, a été très semblable à celui de la première moitié de la décennie. Ainsi, pendant la période 1965-68, 10 pays (contre 12 en 1960-65) ont vu baisser leur produit réel par habitant; 18 pays (contre 15 en 1960-65) ont connu un accroissement de leur produit réel par habitant de l'ordre de moins de 3 p. 100 par an; pendant les deux périodes en question, 13 pays ont vu augmenter leur produit réel par habitant de plus de 3 p. 100 mais de moins de 6 p. 100 par an; et dans 5 pays (6 pendant la période 1960-65), le PIB par habitant a augmenté d'au moins 6 p. 100 par an.

Si l'on considère la situation pays par pays, le PIB par habitant a augmenté plus rapidement pendant la période 1965-68 que pendant la première moitié de la décennie dans 19 des 46 pays pour lesquels il existe des estimations. La croissance a été plus lente que pendant la période 1960-65 dans 23 pays, et elle est restée plus ou moins constante dans quatre pays. La moyenne non pondérée 1/ des taux de croissance par habitant des 46 pays a été de 2,1 p. 100 par an en 1960-68 contre 2,4 p. 100 par an en 1960-1965. Si l'on tient compte du fait que les données ne sont pas toujours très sûres, la différence entre les deux périodes

---

1/ La moyenne arithmétique simple des taux de croissance de chaque pays.

ne saurait être considérée comme une preuve indiscutable du ralentissement général de la croissance du produit réel par habitant dans les pays d'Afrique en voie de développement entre 1965 et 1968. Ce qu'on peut en déduire toutefois, c'est que selon toute probabilité, le PIB par habitant a continué à augmenter lentement pendant la période considérée.

La différence marquante entre les deux périodes réside dans le fait que les 10 pays dans lesquels le PIB réel par habitant a diminué au cours de la période 1965-68 représentaient 40 p. 100 de la population et du produit de l'Afrique en voie de développement en 1960, alors que la population et le produit des 12 pays dans lesquels le produit par habitant a baissé au cours de la période 1960-65 ne représentaient que 20 p. 100 environ du total de l'Afrique en voie de développement. Pendant les deux périodes considérées, l'activité économique dans un certain nombre de pays représentant une part importante du produit et de la population de l'Afrique en voie de développement a souffert de l'influence de facteurs extra-économiques. Pendant la première période, le jeu de ces facteurs, a exercé une influence défavorable sensible sur les résultats de l'économie de l'Algérie et de la République démocratique du Congo; or ces deux pays comprenaient presque 10 p. 100 de la population de l'Afrique en voie de développement et leur produit représentait 15 p. 100 du produit total en 1960. Pendant la seconde période, la production dans la RAU, au Nigéria, dans la République démocratique du Congo et en Rhodésie a été sensiblement touchée par ces facteurs. Or ces pays contribuaient pour environ 35 p. 100 au total de la production de l'Afrique en voie de développement en 1960 et leur population combinée se montait à environ 35 p. 100 de la population de 1960. C'est en grande partie à cause de l'effet négatif du déclin de la production dans ces pays sur le PIB total de l'Afrique en voie de développement que le taux moyen de croissance du PIB par habitant y est passé de 2,2 p. 100 par an en 1960-65 à 0,5 p. 100 seulement par an pendant la période 1965-68.

Les fluctuations annuelles relativement marquées de la production de l'Afrique en voie de développement, qui sont imputables essentiellement - mais pas exclusivement - aux fluctuations des niveaux annuels de la production agricole, rendent aléatoire le calcul du taux de croissance du PIB pour une période donnée d'après une année de base unique et des années terminales. Pour surmonter cette difficulté, on a calculé le taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant dans chaque pays pour la période 1960-68 sur la base de moyennes portant sur trois ans (1960-62 et 1966-68). Sur cette base, on a trouvé que 28 pays, qui représentaient plus de 75 p. 100 de la population et du produit de l'Afrique en voie de développement en 1960, ont enregistré une augmentation de leur PIB par habitant de moins de 3 p. 100 par an, alors que 18 pays - qui représentaient un peu moins de 25 p. 100 de la population et du produit de 1960 - ont enregistré un accroissement du produit par habitant dépassant 3 p. 100 par an. Ainsi, les résultats obtenus par cette méthode ne sont guère différents, et tant du point de vue du nombre de pays que des effectifs de population en cause, la croissance, mesurée d'après le changement du produit par habitant dans l'Afrique en voie de développement pour les 8 premières années de la décennie 1960, doit être considérée comme lente.

Les ressources et leur utilisation ne présentent pas de grandes différences d'une sous-région à l'autre de l'Afrique en voie de développement et la situation n'a guère évolué pendant la période 1965-68. L'examen de l'origine du total des ressources disponibles fait apparaître que la part relative du PIB dans le total des ressources disponibles en Afrique en voie de développement a continué à augmenter légèrement pendant la période considérée et que la part relative des importations a continué à décroître. En 1968, le PIB représentait environ 81 p. 100 des ressources globales de l'Afrique en voie de développement. La part du PIB dans le total des ressources disponibles a varié de 76,5 p. 100 en Afrique de l'est à 82,6 p. 100 en Afrique de l'ouest. S'agissant de l'utilisation des ressources, le taux de croissance de la consommation privée en 1965-68 a été un peu plus lent que celui du total des ressources disponibles et par conséquent le PIB et sa part dans le total des ressources disponibles ont été légèrement plus faibles en 1968 qu'en 1965. La consommation publique d'autre part, a absorbé une part des ressources légèrement plus élevée en 1968 qu'en 1965. La consommation publique qui en 1960 avait absorbé 10,2 p. 100 des ressources totales de l'Afrique en voie de développement, en a absorbé 11,9 p. 100 en 1965, et 12,3 p. 100 en 1968, alors que la part de la consommation privée est descendue de 57,2 p. 100 en 1960 à 55,8 p. 100 en 1965 et à 54,7 p. 100 en 1968. La formation brute de capital intérieur s'est élevée en 1968 à environ 13 p. 100 des ressources globales de l'Afrique en voie de développement et sa part du total des ressources disponibles de l'Afrique en voie de développement a été de 10,3 p. 100 en Afrique de l'ouest et de 14,6 p. 100 en Afrique de l'est. Bien que l'on ait enregistré au cours de la décennie des changements dans la part des ressources consacrées à la formation de capital dans chacune des sous-régions, on ne distingue pas de tendance clairement marquée dans l'une ou l'autre des sous-régions et la part de la formation brute de capital intérieur dans le total des ressources de l'Afrique en voie de développement est restée plus ou moins constante pendant toute la période 1960-68. Tant en 1960 qu'en 1965, les exportations ont représenté 20 p. 100 des ressources globales de l'Afrique en voie de développement. La part relative des exportations dans le total des ressources disponibles a varié entre 17 p. 100 en Afrique de l'ouest et du centre et environ 22 p. 100 en Afrique de l'est.

L'utilisation des ressources en Afrique en voie de développement a dans l'ensemble été différente à de nombreux égards de l'utilisation des ressources dans les pays développés à économie de marché. D'une manière générale, la consommation privée a absorbé une portion relativement plus élevée du total des ressources disponibles que ce n'est le cas généralement dans les pays développés à économie de marché. D'autre part, la formation brute de capital intérieur a absorbé une portion moins importante des ressources totales disponibles que dans les pays développés à économie de marché. Pour ce qui est de la consommation publique, les différences n'ont pas été aussi tranchées, et un bon nombre de pays africains en voie de développement ont consacré une part relativement plus importante de leurs ressources à ce secteur que les pays développés à économie de marché.

Toutefois, l'envergure des activités de l'Etat dans beaucoup de pays africains en voie de développement est beaucoup plus large que ce n'est d'ordinaire le cas dans les pays développés à économie de marché.

Il convient aussi de noter que les pays africains se procurent en général une proportion non négligeable de leurs ressources à l'étranger et qu'une proportion correspondante de leurs ressources est utilisée pour satisfaire la demande de produits étrangers. Dans la majorité des pays africains en voie de développement, la formation de capital, comme on pouvait s'y attendre, a été supérieure au volume de l'épargne intérieure, la différence étant constituée par l'excédent des importations.

Bien que la contribution de l'agriculture au PIB total de l'Afrique en voie de développement ait décliné au cours des années 60, l'agriculture est restée de loin le secteur le plus important dans chacune des sous-régions; en 1968, un tiers du PIB total de l'Afrique en voie de développement provenait de l'agriculture. Toutefois, d'une sous-région à l'autre, la différence a été sensible, puisque la contribution de l'agriculture au PIB était de 24 p. 100 en Afrique du nord et de 47 p. 100 en Afrique de l'ouest. En outre, l'agriculture a contribué à raison de plus de 33,3 p. 100 au PIB total de 28 des 43 pays africains en voie de développement pour lesquels on dispose d'estimations pour 1968.

L'augmentation de la production agricole (à l'exclusion des produits de la pêche et des produits forestiers) en Afrique en voie de développement 2/ au cours de la période de 2 ans 1965-1967 (augmentation calculée en comparant la production pour la période de trois ans 1966-1968 avec la période 1964-1966) n'a été que de 1,4 p. 100 par an contre 2,6 p. 100 par an pendant la première moitié de la décennie. A la différence des cinq années précédentes, les résultats obtenus par l'Afrique en voie de développement pendant la période 1965-1967 ont été moins favorables que ceux de l'ensemble des pays en voie de développement et du monde. La production agricole par habitant, qui était restée plus ou moins constante pendant la première moitié de la décennie, a décliné de presque 1 p. 100 par an entre 1964-1966 et 1966-1968.

Les six principaux produits agricoles non alimentaires de l'Afrique en voie de développement sont le thé, le café, le tabac, le coton, le caoutchouc naturel et le sisal. L'augmentation de leur production depuis 1965 a été sensiblement plus lente que pendant la première moitié de la décennie - le thé faisant exception. Environ trois quarts de cette production sont exportés; la valeur unitaire d'exportation de ces produits a été généralement plus faible pendant la période 1965-1968 que pendant la période 1960-1965.

2/ A l'exception de la RAU, de la Libye et du Soudan qui sont compris dans le Proche-Orient dans les publications de la FAO dont sont tirées les données utilisées ici.

Les dix principaux produits alimentaires de l'Afrique en voie de développement - destinés en partie à l'exportation et en partie à la consommation intérieure - sont les suivants : sucre, arachides, agrumes, bananes, fèves de cacao, huile de palme, palmistes, copra, huile d'olive et vin. La production de la plupart d'entre eux s'est accrue à un rythme plus lent (ou a décliné plus rapidement) pendant la période considérée qu'au cours des cinq années précédentes. La production de bananes, de copra et d'huile d'olive a continué à s'accroître à un rythme plus ou moins semblable à celui de la période précédente. La production d'agrumes et de sucre a progressé à un rythme quelque peu plus lent que pendant la période 1959-1961 - 1964-1966; néanmoins, le taux d'augmentation de leur production est resté relativement élevé. La production d'huile de palme, de palmistes, d'arachides, de cacao et de vin a baissé pendant la période considérée. La valeur unitaire d'exportation de l'huile d'olive et du copra a augmenté pendant la période 1965-68 alors que celle des autres produits a fluctué d'une année à l'autre sans marquer de tendance très nette.

La production vivrière destinée à la consommation intérieure a, dans l'ensemble, augmenté plus rapidement pendant la période considérée qu'au cours de la première moitié de la décennie. La production d'orge, de riz et de mais a progressé de façon sensible au cours de cette période. Les importations de céréales - notamment le mais et le riz - qui avaient augmenté pendant la première moitié de la décennie, ont diminué en 1967. D'autre part, la production de sorgho, de millet, de légumineuses et de pommes de terre à augmenté plus lentement entre 1964-1966 et 1966-1968 qu'au cours des cinq années précédentes.

Bien que le nombre de bovins, d'ovins et de caprins ait subi une augmentation estimée à plus de 3 p. 100 par an pendant la période 1965-1968, la production de viande indigène n'a augmenté que de 1,7 p. 100 par an, ce qui est nettement inférieur à l'augmentation mondiale pour la même période. Toutefois, la production de lait s'est accrue à un taux annuel de 4 p. 100 ce qui est légèrement supérieur au taux d'augmentation enregistré pendant la première moitié de la décennie et plus que le double du taux d'augmentation de la production mondiale totale. Le poids vif des poissons pêchés dans les pays africains en voie de développement semble avoir augmenté au même rythme que pendant la période précédente.

Le taux de croissance dans l'exploitation des forêts paraît s'être ralenti : plus de 4 p. 100 par an pendant la première moitié de la décennie mais moins de 2 p. 100 par an entre 1965 et 1967. En 1967, le bois combustible représentait, estime-t-on, plus de 85 p. 100 du bois coupé en Afrique et le bois industriel moins de 15 p. 100.

Dans l'ensemble, les industries extractives sont le secteur qu'a connu l'expansion la plus rapide et leur part dans le PIB total de l'Afrique en voie de développement est passée d'un peu moins de 5 p. 100 en 1960 à 8 p. 100 en 1965 et 10 p. 100 en 1968. En outre, on a enregistré au

cours des années 60 une expansion considérable des industries de transformation des minéraux. Les exportations de minéraux et de produits minéraux ont prix un essor rapide et leur part dans la valeur totale des exportations de produits de base de l'Afrique en voie de développement est passée de 25 p. 100 en 1960 à 43 p. 100 en 1965, puis à 48 p. 100 en 1968.

Ce rythme d'augmentation de la production minière, bien qu'encore rapide pendant la période 1965-1968, s'est toutefois sensiblement ralenti par rapport à la période 1960-1965, et cela s'applique à 21 des 31 pays producteurs de minéraux pour lesquels on dispose de données comparables pour toute la période considérée. Le ralentissement de l'accroissement annuel de la production en 1965-1968 concerne un grand nombre de minéraux et produits minéraux importants de l'Afrique, notamment le pétrole brut, le cuivre, le minerai de fer, le charbon, le plomb et le zinc. L'accroissement annuel de la production d'aluminium (métal), et de minerai de chrome, de cobalt et d'uranium, en revanche, a été plus rapide pendant la période 1965-1968 que pendant les cinq années précédentes.

Le ralentissement de l'accroissement de la production minérale pendant les années 1965-1968 a tenu à une variété de facteurs tels que : les difficultés extra-économiques qu'ont rencontrées d'importants pays producteurs comme le Nigéria, la République démocratique du Congo et la Rhodésie; l'épuisement des réserves dans des pays tels que le Maroc et la Tanzanie; la baisse des cours de certains minéraux tels que les phosphates; et le nivellement inévitable du taux annuel d'augmentation de la production de nombreux minéraux qui a accompagné l'accroissement du volume de production.

Les exportations de minéraux et de produits minéraux ont augmenté très rapidement pendant la période 1965-1968, et tout spécialement les combustibles minéraux (principalement le pétrole) qui en étaient l'élément le plus important et qui, en 1968, représentaient 58 p. 100 de la valeur totale des exportations de minéraux et produits minéraux. Etant donné, toutefois, que le volume de la production a été plus important en 1965-1968 qu'au début des années 60, le taux annuel d'augmentation de la valeur des exportations des combustibles minéraux, et par conséquent du total des exportations de minéraux et de produits minéraux, a été considérablement inférieur à celui de la période 1960-1965. Le développement des industries de transformation des métaux se reflète d'une part dans l'essor des exportations de métaux communs qui en 1968 venaient à la deuxième place des exportations de minéraux et de produits minéraux de l'Afrique en voie de développement, et d'autre part, dans le ralentissement marqué du taux d'accroissement des exportations de minerais. Les exportations de minéraux non métalliques (amiante, diamants, phosphates) ont rapidement augmenté pendant la période 1960-1965 mais n'ont pas réussi à atteindre le niveau de 1965 au cours de trois années suivantes.

Entre 1965 et 1968, les exportations minérales ont continué à porter sur un nombre toujours plus restreint de produits. En 1968, les trois

principaux produits minéraux d'exportation - le pétrole brut, le cuivre et le minerai de cuivre et l'or - ont représenté environ 75 p. 100 de la valeur totale des exportations de minéraux et de produits minéraux de l'Afrique (y compris la République d'Afrique du Sud).

La prospection minière s'est poursuivie à un rythme élevé entre 1965 et 1968. Parmi les principales découvertes faites sur le continent africain depuis 1966, on mentionnera des gisements de cuivre et une importante veine de diamants au Botswana; on a pu déterminer l'emplacement de très grands gisements d'uranium en République du Niger et en République centrafricaine; on a découvert la présence d'importantes réserves supplémentaires de cuivre au Congo (Kinshasa) ainsi que des gisements de fer et de titane au Mozambique et du minerai aurifère et uranifère en Afrique du Sud.

Dans exactement la moitié des 42 pays africains en voie de développement pour lesquels on dispose d'estimations, le taux d'augmentation de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier a été plus élevé en 1965-1968 que pendant la période 1960-1965; la moyenne non pondérée des taux de croissance du secteur manufacturier de ces pays est restée pratiquement inchangée : 10,6 p. 100 par an (en prix courants) en 1965-1968 contre 10,5 p. 100 pendant la période précédente. En outre, dans 30 des 42 pays considérés, le taux annuel moyen de croissance du PIB dans le secteur manufacturier a été supérieur à celui du PIB dans son ensemble. Ce fait, associé à un phénomène quelque peu semblable qui a caractérisé la première moitié de la décennie, a abouti à un accroissement de la proportion de la production manufacturière dans la production totale. Dans l'ensemble de l'Afrique en voie de développement, la contribution du secteur manufacturier au PIB est passée de 9,9 p. 100 en 1960 à 11,2 p. 100 en 1965 et à 11,7 p. 100 en 1968, et bien que ce dernier chiffre représente une hausse considérable par rapport au chiffre de 1960, cette contribution a été dans la plupart des pays africains relativement modeste - ce qui n'est pas étonnant si l'on considère la base très réduite qui existait au départ. Dans 27 des 43 pays pour lesquels on dispose d'estimations pour 1968, la part du secteur manufacturier dans le total du PIB a été inférieure à 10 p. 100; dans 10 pays, cette part a été de 10 à 15 p. 100 et dans 6 pays seulement, cette part a été supérieure à 15 p. 100. Ainsi, en 1968, un tiers de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier revenait à deux pays, la RAU et le Maroc; or ces pays, avec le Nigéria, l'Algérie et la Rhodésie, représentaient plus de 55 p. 100 de la production manufacturière de l'Afrique en voie de développement.

Les renseignements sur la structure de l'industrie manufacturière en Afrique en voie de développement proviennent de divers recensements portant sur différentes années et sur différents pays. L'analyse des données recueillies dans 24 pays revèle que les industries de produits alimentaires, de boissons et du tabac ont, pendant les années 60, employé environ 35 p. 100 de la main-d'oeuvre industrielle et constitué la moitié environ de la production brute et de la valeur ajoutée des industries manufacturières. Les industries textiles et du vêtement (y compris l'industrie du cuir) ont employé environ 27 p. 100 de la main-d'oeuvre industrielle et

constitué de 15 à 20 p. 100 de la production brute et de la valeur ajoutée. Les industries du bois et de fabrication de meubles ont employé 10 p. 100 de la main-d'oeuvre industrielle mais leur contribution à la valeur ajoutée totale du secteur manufacturier n'a été que de 5 p. 100, alors que la part du groupe des industries chimiques, pétrolières et des plastiques a été de près de 10 p. 100, alors qu'elles n'ont employé que 5 p. 100 du total de la main-d'oeuvre du secteur manufacturier; quant aux industries de fabrications métalliques, de machines et d'équipement, elles ont employé 10 p. 100 de la main-d'oeuvre et contribué à 10 p. 100 du produit. Dans l'ensemble donc, 70 p. 100 environ de tous les établissements manufacturiers qui ont employé 75 p. 100 du total de la main-d'oeuvre industrielle, appartenaient aux industries légères ou de consommation 3/ et la part de ces établissements dans la valeur ajoutée totale de l'industrie manufacturière a été de 70 p. 100.

La consommation d'énergie de l'Afrique en voie de développement est encore très faible par rapport aux moyennes mondiales. Néanmoins, le potentiel énergétique est considérable, et les travaux de recherche et de mise en valeur qui se poursuivent ont révélé la présence de réserves d'énergie primaire toujours plus grandes. Bien que l'Afrique en voie de développement compte moins de 9 p. 100 de la population mondiale, elle possédait en 1966 presque un tiers du potentiel hydro-électrique mondial, plus de 22 p. 100 des réserves de gaz naturel connues et environ 10 p. 100 des ressources de pétrole brut; sa part de réserves d'oxide de thorium (qui joue un rôle vital dans la technique nucléaire) représentait 62 p. 100 du total mondial. Par contre, la part des réserves de charbon, de lignite et d'oxide d'uranium des pays africains en voie de développement, est nettement inférieure au pourcentage de la population.

Au début de la décennie, la production d'énergie primaire en Afrique en voie de développement représentait environ 73 p. 100 de la consommation d'énergie primaire. En 1965, la situation était complètement renversée : la production s'est accrue à un taux moyen de 47 p. 100 par an pour atteindre presque exactement le quadruple de la consommation. Parmi les quatre principales formes d'énergie produite, le pétrole brut et le gaz naturel ont subi une expansion extrêmement rapide; la production d'énergie hydro-électrique a augmenté de 15 p. 100 par an, alors que l'extraction de charbon est restée stationnaire.

Bien que l'on ait enregistré un ralentissement considérable du rythme d'accroissement de la production depuis 1965, la production est cependant restée supérieure à la consommation, et en 1967, la consommation totale d'énergie primaire en Afrique en voie de développement ne correspondait qu'à 20 p. 100 de la production totale. Seule la production de combustibles solides a enregistré un déficit.

3/ Groupes CITI : 31. Produits alimentaires, boissons et tabac
32. Textiles, habillement
33. Industries du bois et fabrication
34. Fabrication de papier; imprimérie et édition.

La production d'électricité est passée de 14 milliards 850 millions de kilowatt-heures en 1960 à 23 milliards 200 millions en 1965 et 26 milliards 620 millions en 1967. Ces chiffres correspondent à un fléchissement du taux d'accroissement annuel de la production, qui est passé de 9,4 p. 100 en 1960-1965 à 7.2 p. 100 depuis 1965. En 1965, la dernière année pour laquelle on dispose de données complètes, les installations hydro-électriques représentaient plus de 45 p. 100 de la capacité installée totale. Les données concernant l'accroissement de cette capacité depuis 1965 sont dans l'ensemble incomplètes, mais il convient de mentionner parmi les nouvelles installations qui sont entrées en exploitation le barrage d'Assouan, (RAU) et le projet de la Volta au Ghana. Des additions importantes à la capacité installée ont été également réalisées dans d'autres pays, notamment en Libye, au Soudan, en Côte-d'Ivoire, au Libéria, en Ethiopie et au Malawi.

Les services de transport en Afrique en voie de développement (selon la valeur ajoutée au PIB) ont subi une expansion - aux prix courants - de 4,4 p. 100 par an pendant la période 1965-1968, contre 6,4 p. 100 pendant la première moitié de la décennie. La contribution des transports au total du PIB a quelque peu décliné au cours de la décennie pour atteindre un peu moins de 6 p. 100 en 1968.

On regrettera de ne pas posséder de données détaillées sur le volume des transports routiers. Vers la fin des années 60, la longueur totale du réseau routier de l'Afrique en voie de développement était d'environ 1 125 000 km. La densité moyenne du réseau - 39 km pour 1 000 km2 - correspondait à moins d'un tiers de la densité mondiale moyenne. Le kilométrage des routes rendues utilisables en toutes saisons était d'environ 45 p. 100 de la longueur totale du réseau et la densité des routes permanentes atteignait approximativement 17 km pour 1 000 km2.

Le nombre de véhicules à moteur en Afrique en voie de développement est passé de 1,5 million en 1960 à 2 millions en 1965 et 2 250 000 en 1967. Le taux moyen d'augmentation du nombre de véhicules à moteur a donc été de plus 6 p. 100 par an. En 1967, les véhicules commerciaux représentaient un tiers du nombre total de véhicules et depuis 1965, le nombre des véhicules commerciaux a augmenté plus rapidement que celui des véhicules privés.

Les transports ferroviaires de marchandises, en millions de tonnes/km dans 29 pays de l'Afrique en voie de développement, ont augmenté de 3,7 p. 100 par an en 1965-1968 contre 5 p. 100 par an en 1960-1965. Ce ralentissement s'explique principalement par le déclin du trafic de fret en RAU, au Nigéria, en Rhodésie et en Zambie pendant la période considérée. En 1968, la densité du trafic de fret ferroviaire a atteint en Afrique en voie de développement 700 000 tonnes/km par km. de parcours contre 1 à 3 millions de tonnes/km par km. de parcours en Europe occidentale et aux Etats-Unis.

Le total du trafic ferroviaire de passagers - selon le total de passagers/km dans 24 pays qui représentaient 85 à 90 p. 100 du total du

trafic passagers en Afrique en voie de développement en 1968 - a décliné de 1 p. 100 par an entre 1965 et 1968 contre une augmentation de 4,7 p. 100 par an pendant la période 1960-1965.

En 1960, 18 pays africains en voie de développement seulement exploitaient une compagnie nationale ou multinationale d'aviation. En 1965, 18 autres pays ont établi à leur tour une compagnie nationale ou multinationale d'aviation et le nombre de pays ayant leur propre compagnie - à savoir 34 - est resté le même jusqu'en 1968. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que le trafic aérien total - en tonnes/km de fret ou en passagers/km - de toutes le compagnies africaines ait augmenté très rapidement pendant la période 1960-1965; si le taux d'accroissement de ce trafic est resté soutenu en 1965-1968, il s'est toutefois ralenti par rapport à la première moitié de la décennie. Le trafic aérien régulier total a augmenté de 11,5 p. 100 par an en 1965-1968 contre plus de 15 p. 100 par an en 1960-1965. Le trafic aérien mondial a subi entre 1965 et 1968 une expansion de presque 17 p. 100 par an. L'accroissement du trafic passagers sur les lignes régulières exploitées par les compagnies africaines - en passagers/km - est tombé de 14 p. 100 par an en 1960-1965 à moins de 10 p. 100 par an en 1965-1968, et celui du trafic de fret - en tonnes/km - est tombé de 20 p. 100 par an en 1960-1965 à 17 p. 100 par an en 1965-1968.

Le coefficient de chargement des compagnies africaines, c'est-à-dire le rapport entre le poids total en tonnes/km de passagers, excédent de bagages, fret et courrier, et le total de tonnes/km disponibles est tombé de 65 p. 100 en 1960 à 52 p. 100 en 1965 et en 1968. Toutefois, ce coefficient a été dans l'ensemble plus élevé en Afrique en voie de développement qu'ailleurs puisque le coefficient mondial a décliné de 55 p. 100 en 1960 à 52 p. 100 en 1965 et 48 p. 100 en 1968. Le coefficient moyen d'occupation - à savoir le rapport entre le nombre de passagers/km et le nombre de places/km disponibles a été plus faible que le coefficient moyen mondial d'occupation. En 1960, ce dernier était de 54 p. 100, alors que celui des compagnies africaines était de 51 p. 100. Pendant la période considérée, les compagnies aériennes multinationales ont, dans l'ensemble, obtenu de meilleurs coefficients d'exploitation que les compagnies nationales.

Le volume total de marchandises chargées dans les ports de l'Afrique en voie de développement s'est accru de près de 15 p. 100 par an pendant la période 1965-1968, et bien que ce taux ait été inférieur aux 23 p. 100 par an enregistrés pendant la première moitié de la décennie, il n'en représentait pas moins le double de la moyenne mondiale. Le volume des marchandises déchargées a augmenté d'un peu moins de 4 p. 100 par an entre 1965 et 1968 et d'un peu plus de 4 p. 100 par an pendant la période 1960-1965.

Au cours des années 60, un certain nombre de pays africains en voie de développement ont créé leur propre compagnie de transports maritimes. Le tonnage brut enregistré des quatre nations maritimes les plus importantes

de l'Afrique en voie de développement - la RAU, le Ghana, le Nigéria et le Maroc - a été de 511 000 tonnes brutes en 1968 contre 460 000 tonnes brutes en 1965. D'autres pays africains ont récemment constitué leur propre flotte nationale; ce sont le Soudan, la Tunisie, l'Ethiopie, la Somalie, Madagascar et, sur une base commune, le Kénya, l'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie. Un accord a également été signé par l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et la Libye en vue de la création d'une Compagnie de navigation du Maghreb.

Les exportations en provenance de l'Afrique en voie de développement ont accusé une expansion plus rapide que les exportations en provenance de l'ensemble des pays en voie de développement tant au cours de la première moitié de la décennie que pendant la période 1965-1968. Les exportations de l'Afrique en voie de développement ont vu pendant cette période leur valeur augmenter à un taux annuel moyen de 8,3 p. 100. Toutefois, l'augmentation relativement impressionnante des recettes d'exportation entre 1965 et 1968 a tenu davantage à une hausse des prix à l'exportation qu'à un accroissement du volume.

Entre 1965 et 1968, les exportations de pétrole étaient encore de loin les exportations africaines à l'expansion la plus rapide, même si leur taux d'accroissement a été moins élevé qu'entre 1960 et 1965. Pendant la période 1965-1968, le produit qui venait à la deuxième place, en ce qui concerne l'accroissement des exportations, était le cuivre. L'accroissement rapide des exportations de pétrole et de cuivre - et dans une moindre mesure des autres produits minéraux - pendant les années 60 a accentué la concentration des exportations africaines sur certains produits et certains pays. Ainsi, en 1960, 20 produits principaux constitueraient 65 p. 100 du total des recettes d'exportation de l'Afrique en voie de développement. En 1965, la proportion avait atteint 70 p. 100 et, en 1968, presque 75 p. 100.

Pendant la période 1965-1968, le taux moyen d'accroissement des importations de l'Afrique en voie de développement a été de 3,2 p. 100, soit moins que le chiffre correspondant pour 1960-1965 et nettement moins que le taux d'accroissement des importations enregistré dans les principaux groupements économiques du monde entre 1965 et 1968. Les prix des importations de l'Afrique en voie de développement ont augmenté de façon plus sensible - et le volume des importations s'est accru plus lentement que dans les autres principaux groupements de pays. Les changements les plus marqués dans la structure des importations de l'Afrique en voie de développement au cours des deux périodes considérées viennent principalement des importations de machines et de matériel de transport qui ont augmenté de près de 11 p. 100 par an entre 1960 et 1965, mais seulement d'environ 4 p. 100 par an entre 1965 et 1968; en ce qui concerne les combustibles minéraux, le léger flèchissement qui avait été enregistré pendant la première période a fait place à un taux d'accroissement moyen de 5,4 p. 100 pendant la deuxième période. Les importations ont nettement baissé entre 1965 et 1968 dans un certain nombre de pays africains en voie de développement dans lesquels des circonstances

particulières ont influé sur les résultats de l'économie. Cela a particulièrement été le cas en RAU, au Nigéria et en Rhodésie.

Pendant les deux périodes 1960-1965 et 1965-1968, la balance commerciale des pays africains en voie de développement a généralement été négative. En 1960, dans neuf seulement des 36 pays pour lesquels on dispose de renseignements pertinents les recettes d'exportation dépassaient les dépenses d'importation, alors qu'en 1968 c'était le cas dans 12 des 40 pays pour lesquels on dispose de données. Dans 20 de ces 40 pays, la balance commerciale s'est améliorée pendant la période 1965-1968.

On possède moins de renseignements sur les éléments invisibles des comptes courants des pays africains en voie de développement que sur les échanges visibles. Les données disponibles indiquent bien cependant que dans presque tous les pays de l'Afrique en voie de développement, la balance des transactions invisibles est négative.

En 1968, 16 des 19 pays pour lesquels on dispose de données ont enregistré un déficit des comptes courants dans leur balance des paiements 4/. En général, les mouvements de capitaux ont joué un rôle plus important que les transferts dans le financement de ces déficits; et si l'on considère ensemble les transferts et les courants de capitaux, on voit que les mouvements de fonds publics ont été plus importants que les mouvements de fonds privés.

On dispose également de renseignements sur les liquidités internationales de 19 pays africains en voie de développement. Dans six de ces pays, les réserves ont augmenté par rapport aux importations de la période 1960-1968 et des années 1965 à 1968, alors que dans 11 des 19 pays considérés, ce rapport est tombé pendant les années 1960-1968 et 1965-1968. En 1960, les réserves couvraient au moins 25 p. 100 des dépenses annuelles d'importation dans 15 de ces pays. En 1968, le nombre des pays dans lesquels les réserves ont atteint 25 p. 100 au moins des dépenses annuelles d'importation est tombé à sept.

4/ Pour 2 pays, les renseignements concernent l'année 1967.